



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

La France libre fut africaine / Eric Jennings
éd. Perrin - Ministère de la Défense, 2014
cote : 59.756

Eric Jennings, qui n'avait à se faire qu'un prénom, est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Toronto, spécialiste d'histoire de la colonisation française, avec un intérêt tout particulier pour l'Empire dans la deuxième guerre mondiale. Il nous propose une intéressante réflexion sur le rôle éminent, malheureusement parfois minoré ou méconnu, qui fut celui de l'Afrique subsaharienne dans la France Libre. Il ne s'agit pas d'une histoire chronologique, déjà maintes fois écrite, sur la geste des unités regroupées autour de Leclerc et d'Eboué qui, dès l'automne 1940, se préparaient à reprendre le combat contre les Italiens en Erythrée et en en Libye.

Les professeurs de droit constitutionnel nous enseignent que la formation d'un Etat, sujet de droit international, est subordonnée à deux facteurs: l'existence d'un territoire et celle d'une population. Il ne peut y avoir d'Etat si ces deux conditions ne se trouvent réunies.

Dans les moments tragiques de juin 1940, s'opposèrent deux conceptions de la guerre et, au-delà, deux conceptions de la France: ceux qui croyaient à la possibilité d'une poursuite de la guerre dans l'Empire et ceux qui n'y croyaient pas. On sait que De Gaulle s'attira à ce sujet une réponse méprisante de Weygand et que Pétain déclara qu'il ne pouvait être question pour lui de quitter le *sol national* (belle réponse anticipée aux partisans de l'Algérie Française, parmi lesquels les pétainistes étaient en nombre...).

L'homme du 18 juin se retrouvait seul sur le pavé d'une capitale étrangère, au milieu d'une population dont il ignorait la langue. Sans doute, ne tarda-t-il pas à recevoir quelques visites qui, pour la plupart, se muèrent en adhésions. Mais en ce temps là, l'île de Sein était encore, selon sa propre expression, à peine forcée, le quart de la France. Puis l'été qui suivit fut celui des ralliements de colonies dans le Pacifique, en Inde et enfin et surtout en Afrique Noire. A ce propos, l'auteur nous livre p.25 une observation capitale que nous croyons devoir reproduire ici: " *On peut dire de l'Afrique française libre qu'elle fut conçue à Londres mais qu'elle naît à Fort-Lamy (actuel N'Djaména), au Tchad, le 26 août 1940*". On ne saurait certes mieux dire.

Or De Gaulle ne fut pas un chef d'Etat ou de gouvernement en exil à l'image du roi Haakon VII, de Pierlot ou de Bénès, mais le chef d'un Etat indépendant qui avait son territoire, une population d'environ six millions d'âmes, une capitale, Brazzaville, et une



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

armée. A partir du 27 octobre, il eut son gouvernement, le Conseil de défense de l'Empire qui n'était guère plus qu'un embryon d'exécutif. De Gaulle avait dès lors cessé, pour reprendre l'expression de Jean Lacouture citée p.51 "*d'être un squatteur réfugié sur les rives de la Tamise*"

Une armée aux effectifs bien modestes, puisque la France Libre ne revendiquait que 35.000 hommes sous les drapeaux à la fin de l'année. Or, beaucoup de ces hommes n'étaient pas encore sur pied de guerre, et l'instruction des troupes recrutées en Afrique Equatoriale demandait des moyens qui manquaient. Le colonel Leclerc estimait qu'il fallait un Européen pour 30 hommes, mais le commandement manquait cruellement de sous-officiers instructeurs. La guerre franco-française du Gabon est bien analysée pp.47-50 et la thèse de notre étudiante Eliane Ebako n'est pas méconnue.

Le chapitre 3, pp. 80-116, est d'une lecture enrichissante, même pour ceux qui ont fait quelques recherches sur le sujet. Intitulé "Clivages, querelles, dysfonctions et malaises", il confirme que le ralliement à la France Libre fut loin d'être accueilli avec un enthousiasme généralisé.

Bien entendu les mesquineries et rivalités subalternes propres aux sociétés coloniales, entretenues comme il se doit par de vaines mondanités d'expatriés, n'étaient pas une nouveauté dans l'AEF des années 40, mais aigreurs et dissensions se trouvaient attisées par le contexte des options de la guerre, d'autant que la perspective de congés en métropole était devenue très hypothétique (les vacances se passaient à Dschang au Cameroun ou bien, pour les plus favorisés, en Afrique du Sud). Les relations avec l'AOF, que l'auteur qualifie de *frère ennemi*, monde clos soumis à la férule vichyste de Boisson, étaient à peu près inexistantes, mais il y eut quelques désertions de fonctionnaires et de militaires qui par la Gambie, la Gold Coast ou le Niger, parvinrent à rejoindre la France Libre. Les travaux de Catherine Akpo ont été bien utilisés. On relèvera, p.33, un jugement un peu ironique sur le *prétendu socialisme* d'Hubert Deschamps. Il avait été chef-adjoint de cabinet de Léon Blum en 1936 et appartint, longtemps plus tard, au cabinet de Roger Duveau dans le gouvernement Mendès-France. C'était pour nous un plaisir, dans les années 60, que de lui rendre visite dans son perchoir de la rue Jacob et nous ne nous lassions pas de l'écouter égrener ses souvenirs avec humour et bonhomie... Il était en fait profondément blasé et agnostique, en politique comme en d'autres formes de pensée.

Remarquons toutefois que contrairement à ce qui est écrit p. 85, Boisson n'a certainement pas révoqué 2600 administrateurs d'AOF, dont 300 Européens, entre 1940 et 1942. L'effectif total des administrateurs n'atteignait pas le dixième de ce chiffre et ils étaient tous Européens, à l'exception de quelques Antillais. Il s'agit probablement du nombre total des révocations de fonctionnaires et employés de tout rang, métropolitains et africains, et encore ce chiffre nous semble excessif. Celui de 287 fonctionnaires sanctionnés, extrait de l'ouvrage de Ramognino et que nous avons donné dans *Présences françaises outre-mer* p. 575 nous semble beaucoup plus proche de la réalité (et encore toutes les sanctions n'entraînèrent pas révocation). Le cas des *vichystes réfractaires*, irréductibles partisans de l'armistice, du Maréchal et de la collaboration est bien étudié: l'on s'aperçoit qu'en 1942 encore, ils étaient relativement nombreux et obstinés, tant en AEF qu'en AOF et que les efforts des dirigeants de



Académie des sciences d'outre-mer

la France Libre pour les amener à se détourner de cette option restaient vains. Dans ces conditions, si la passation de pouvoir fut relativement simple, la transition et l'assimilation de l'AOF à la France combattante furent malaisées et se déroulèrent dans la plus grande confusion. Au Gabon, le vicaire apostolique Tardy, un temps exilé à Lambaréné, avait repris son ministère en 1941 et se posait en porte-parole de l'opposition vichyste. Son rappel fut-en vain-demandé à la délégation apostolique, son attitude fut même dénoncée à l'assemblée consultative d'Alger, mais il faudra attendre le début de 1946 pour le voir quitter la colonie. (Il mourut peu après son retour et Boisson, alors sous le coup d'une inculpation, tint à assister à ses obsèques...).

La deuxième partie (chapitres 3 et 4, est consacrée aux hostilités et à la part que l'Afrique Française Libre y a prise. Le statut du Cameroun où furent recrutés d'assez nombreux tirailleurs avait déjà été évoqué p.51 est envisagé p.124 : il est évident que la France Libre s'est affranchie dès 1940 des dispositions de la charte de la SDN relatives au territoires sous mandat: Leclerc puis Cournaire ont reçu le titre de gouverneur alors que leur prédécesseurs n'avaient porté que celui de Haut-Commissaire. D'autre part l'article 22 de l'acte fondateur stipulait que la puissance mandataire ne pouvait en aucun cas lever de troupes dans ces territoires où elle pouvait seulement entretenir une force publique chargée du maintien de l'ordre. Ces dispositions furent perdues de vue: il y eut bien une violation de ce texte et la France Libre recruta de nombreux camionneurs dans la région de Douala et aussi des tirailleurs dans le nord du pays. Un tableau p. 148 nous donne plus de 7000 Camerounais *engagés volontaires* de 1940 à 1944 et 9600 originaires des quatre territoires d'AEF. Dans quelle mesure s'agissait-il de volontariat?

La prise de Koufra, effectuée par Leclerc à la tête de 400 hommes, dont 300 Africains (1^{er} mars 1941) était de peu d'intérêt mais ce raid éclair et le serment qui s'ensuivit en avaient une valeur symbolique. La France retrouvait sa place, aussi modeste fut-elle, dans le conflit. On lira ensuite le récit des opérations livrées par les célèbres bataillons de marche (notamment du Tchad et de l'Oubangui) qui ont combattu avec bravoure en Libye (notamment à Bir Hakeim) en Tunisie, en Italie et en France Métropolitaine.

Une troisième partie (*Extraction des ressources, dérives de guerre et vécus africains*) pp. 180-255, est consacrée à l'économie de l'Afrique française libre en guerre. Le chapitre 6 est intitulé: "*De la campagne du caoutchouc à la ruée vers l'or*" et ce titre est très heureusement choisi. Le texte met en lumière les ressources considérables que le ramassage intensif du caoutchouc sylvestre a procuré aux industries de guerre alliées, confrontées à la pénurie de latex. L'extraction de l'or a également permis d'honorer une partie des dettes que la France Libre avait contractées envers la Grande-Bretagne. La condition des travailleurs indigènes d'AEF et du Cameroun était sans doute plus pénible, du fait des réquisitions pour le front économique, que celle de leurs semblables d'Afrique de l'ouest. La première Afrique Française Libre était en fait à bout de souffle quand au début de 1943 le retour de l'AOF et de l'Afrique du Nord dans la guerre vinrent lui apporter un salutaire ballon d'oxygène.

L'épilogue dégage les divers impacts du conflit mondial sur l'histoire de l'AEF et du Cameroun et étudie leurs séquelles. On appréciera la conclusion, qui rappelle opportunément



Académie des sciences d'outre-mer

à des Français peut-être un peu trop tentés de le perdre de vue, que la résistance ne fut pas uniquement londonienne et métropolitaine.

L'appareil critique est solide et l'index est précieux pour le lecteur. Mais le texte aurait pu être relu avec plus d'attention. Bornons-nous à rappeler que la localité camerounaise désignée p. 160 sous le nom d'Edolova s'appelle Ebolowa et que si le chef camerounais Douala Manga Bell est bien décédé en 1914, comme indiqué p. 276, il serait bon de préciser qu'il a été pendu par les Allemands.

Au moment où nous écrivons ces lignes, 19 chefs d'Etat ou de gouvernement, venus de toute l'Europe et d'Amérique du Nord, commémorent sur les plages normandes, le soixante-dixième anniversaire du débarquement de juin 1944. Qu'il nous soit permis d'émettre le vœu que des chefs d'Etat africains soient présents sous d'autres cieux, plus ensoleillés, ceux de l'Estérel, le 15 août, pour commémorer le débarquement de Provence...

Jean Martin